

Nord-Kivu Conflit interethnique : Effet boomerang

Le Nord-Kivu portera encore longtemps le deuil de cette espèce de réaction imposée par des décisions de tous bords pour démontrer que le "Munyarwanda" n'a au Zaïre aucun espace dont il peut se réclamer. Soit alors, qu'au contraire, le "Munyarwanda" y est déjà greffé et il y est. Originaire, et non naturalisable, ce fait ayant droit quasi-coutumier. Un tribut a été lourd et, aussi lourdes, les séquelles dont la région paiera encore longtemps le prix. Le problème est que la question reste entièrement posée et sa solution relève apparemment du pouvoir discrétionnaire du régime encore en place. Pouvoir discrétionnaire heureusement ébranlé et recherchant sa survie dans une base qui lui fait porter le chapeau : à la recherche des voix, ce pouvoir cherche à racier le tas de voix de part et d'autres sans ménager entièrement de l'une ou l'autre partie.

Pour les intégristes interloqués, l'enquête d'opportunité n'avait pas été approfondie : le temps n'avait pas été bien choisi pour passer à l'action. Mais l'hy a aussi que la sagacité qui n'aurait pu raison de tous les Hutu que si les Nande s'étaient jetés avec leur poids numérique dans l'arène. La neutralité de ces derniers a évité un imbroglio total à la région ; une neutralité qui, mal interprétée au départ, a failli embraser Kiwandja et le Bwisha. Dieu merci ! Cela n'empêche que le Nord-Kivu apparait comme une arène où les ethnies se regardent encore comme chiens et chats à travers cette vitrine qu'est la lassitude des tueries. Au point mort. Avec un bilan très macabre aux conséquences catastrophiques. L'infiltration continue, les "Banyarwanda" reconstituent leurs populations et campent dans des enclaves désertées par les Hunde-Nyanga. Un flux supplémentaire est à craindre avec le grand doute que l'extrémisme tutsi du Burundi vient de jeter sur l'hypothétique bonne cohabitation malgré la signature claironnée des Accords d'Arusha. Tout se complique avec ces endaves hutu qui dévient à toute autorité

traditionnelle le droit de les administrer. Comme si l'Etat zaïrois avait déjà procédé à la réforme du pouvoir coutumier. La désertion des milieux par les notabilités locales traditionnelles mises dans l'incapacité de "régner" n'est pas dans le sens d'arranger les choses en cette période où l'informel prime, où le pouvoir est dans la boue, dans la rue : le souverain primaire s'occupant maintenant de lui-même. Les coutumiers de Masisi en dehors du pouvoir de Bweremana sont pratiquement réduits à leurs simples insignes.

Cependant les populations sont tombées plus bas que les huttes pour se loger, dans des huttes de jeu d'enfants. En attendant de distribution d'une aide alimentaire qui se raréfie ; les stocks virant au rouge. Des conditions rudes tellement qu'elles désarticulent la vie familiale et ont compromis l'idéal d'intégration, aiguisant les suspicions et instituant des relations hypocrites, une cohabitation plutôt de vieux fauves. Dans cette cruauté les souvenirs sont indélébiles. L'écoulement du temps est suspendu pour cette population à 50 % jeune, amoindrisant davantage les conditions de possibilité d'une égalité de chance d'épanouissement, d'accès aux soins de santé, à la scolarité, au travail productif.

Ce Nord-Kivu laborieux et productif, jadis fier de bonder camions, bateaux et avions de ses vivres et produits d'élevage, devient frileux et jaloux du peu de denrées disponibles. Au risque de développer une xénophobie alors que sa population s'épanouissait outre frontières à tous les points cardinaux ; ou encore de se replier dans une autarcie alors que le Nord-Kivu dispose d'énormes potentialités du sol et sous-sol. Une région qui, si nous nous consacrons davantage aux routes tant nationales, régionales que de desserte agricole devrait, dans la paix, tirer le meilleur avantage du phénomène ou afflux des acteurs venant du Rwanda, du Sud-Kivu, Kasai, Kinshasa ou d'ailleurs.

Roger Kahindo Muhasa Tsongo

L'Ozac/Maniema interpelle les opérateurs économiques

L'Office zaïrois de contrôle (OZAC) au Maniema, comme ailleurs au Zaïre, cherche à sécuriser les opérateurs économiques par le contrôle de leurs marchandises. Les prestations de cet office sont des services qu'il rend et doit rendre aux seuls détenteurs des produits divers. C'est ainsi qu'il faut comprendre la rémunération des services rendus par cet office de l'Etat.

Dans la région du Maniema particulièrement il apparaît clairement que bon nombre de personnes et d'entreprises souffrent d'un manque criant d'information à ce sujet. Selon M. Matumaini Maurice, chef d'agence de l'Ozac/Maniema à Kindu, qui a séjourné dernièrement à Bukavu, les produits et marchandises qui arrivent ou qui sortent de la Région sont contrôlés aussi par son office pour le besoin des statistiques fiables, demandées par l'autorité régionale.

Bien que les importés arrivent dans cette lointaine province dans le cadre des transactions locales essentiellement,

l'Ozac doit les contrôler en vue de protéger la population contre les altérations éventuelles. Celles-ci peuvent provenir soit d'une longue ou mauvaise conservation dans la région de transit, soit encore et surtout durant le voyage vers le Maniema, région du Zaïre dont les maladies hydriques et d'autres d'origine mal identifiées jusqu'à augmentent numériquement d'année en année. La mauvaise ou la non conservation des produits, la péremption ou l'intoxication des consommables, la malnutrition dont souffre la population du Maniema ne sont-ils pas vraisemblablement la cause de certains de leurs maux socio-sanitaires ? Ces maladies apparemment incurables, ne le sont-elles pas parce que traitées par des médicaments non contrôlés par un service spécialisé ? Aux opérateurs économiques de le savoir et de le faire savoir pour la prospérité de leurs affaires et de leur personnel. Sinon, quelle sera la population du Maniema d'ici en l'an 2000 ?

Maniema

16 morts sur le pont Mususano

Un accident de circulation s'est produit le 31 juillet 1993 vers 23 heures au niveau de la localité de Mobile, à 35 km de Kalima. Bilan : 16 morts, plusieurs blessés graves qui étaient à bord du véhicule Leyland de la Sominki renversé dans la rivière Mususano avec un surchargement d'hommes et des tonnes de cassitérite.

La Sominki a récupéré tous les fûts de cassitérite et contribué tant soit peu au paiement des frais funéraires en collaboration avec les familles durement éprouvées. Mais à la grande surprise et au mécontentement de tout le monde, le commandant de la compagnie territoriale de la gendarmerie nationale à Kalima, le capitaine Makembo enverra en date du 12 août 1993 ses agents de l'ordre pour "récupérer les biens des passagers décédés", comme le précise leur ordre de mission. Mais pourquoi cette mission de torture et d'extorsion, deux semaines après l'accident ? De torture car les gendarmes envoyés se comporteront plutôt comme des conquistadors. A leur passage ils emporteront bétails, argent et autres biens de la paisible population, jusqu'à plus de 8 km du village en

deuil.

Dans la brousse, ils rencontreront M. Mobile Salubezya (34 ans) et le blesseront le 13 septembre 1993. L'infortuné mourra de ces blessures atroces à l'hôpital de Kalima, ainsi que le témoigne le certificat de décès établi le 16 septembre dernier par le médecin directeur de la Sominki, le docteur Ngambilaya Ngambi.

Le gendarme Kaharagi, auteur de la mort et son capitaine Makembo de la gendarmerie de Kingombe se sont chargés des soins médicaux primaires et de divers frais funéraires mais à quand le paiement de sept chèvres et 800 millions de zaïres convenus avec la famille du défunt ?

Ce n'est pas tout. Les accidents de circulation ne se comptent plus dans la ville de Kindu où le Directeur de région et gouverneur intérimaire du Maniema vient de passer des moments inoubliables de sa vie.

Dans l'espace de 4 jours, allant du 7 au 11 octobre 1993, cette autorité régionale a connu quatre accidents graves dont l'un a failli causer son expiration totale. En effet, M. Ungu devait guider la visite d'une délégation allemande à travers toute la ville de Kindu,

accompagné de M. Kassa Malonga, journaliste de Jua. A bord de la Land-cruiser qui conduisait personnellement le commissaire urbain Fereza, l'on a pu noter également la présence d'un conseiller du gouverneur, M. Matalanyi. Après le tour de la zone urbaine de Mikelenge, le cortège devait prendre la direction du centre ville en zone de Kasuku. Accident. Le gouverneur intérimaire en sort avec le bras droit à moitié fracturé.

Plus loin, le 9 octobre dernier, c'est le journaliste Kassa qui sortira du véhicule "Don du Koweit" de l'hôpital de Kindu avec une clavicule gauche fracturée ainsi que des lésions internes à la hauteur du thorax.

Le dimanche 10 octobre 93, un autre accident a eu lieu au gîte des administrateurs de la Sominki où étaient logés le directeur de région Ungu et sa famille. Un incendie provoqué on ne sait pas quelle panne d'électricité a inquiété tous les occupants de la maison. Mais pourquoi cette série noire d'incidents qui persécutent M. Ungu en chemin comme à la maison ? Signe de temps !

Bruno Kassa Malonga

HOTEL BELLE-VUE

Tél. 3030 - 143. Avenue Président Mobutu
B.P. 278 Bukavu
Sud-Kivu (République du Zaïre)



Faites confiance à l'Hôtel Belle Vue :

Ses chambres répondent aux critères d'un 3 étoiles

Son restaurant à 3 fourchettes avec un service impeccable et non stop, vous sert de 7h00 à 22 heures. Pour la sécurité de votre véhicule, un parking bien gardé est à votre disposition.

La qualité, l'accueil et la sécurité constituent des options chères. Venez aussi vivre cette réalité lors de votre séjour à Bukavu en choisissant BELLE VUE.

Sa devise : "Mpasi na yo mpasi na ye"